

- 
- **L'opposante birmane Aung San Suu Kyi réclame une nouvelle fois sa libération**
  - **Birmanie: pas d'observateurs étrangers**
  - **Obama prolonge les sanctions contre la Birmanie**
- 

### **L'opposante birmane Aung San Suu Kyi réclame une nouvelle fois sa libération**

*AP - 14 mai 2010*

RANGOON — L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a fait une nouvelle demande de remise en liberté, ont annoncé mardi ses avocats, qui ont fait appel de son assignation à résidence par la junte au pouvoir en Birmanie.

La lauréate du Prix Nobel de la paix avait déjà déposé deux appels contre sa condamnation, en août 2009, à 18 mois d'assignation à résidence pour avoir violé les termes de sa précédente peine de résidence surveillée en accueillant un Américain chez elle. La Haute Cour avait rejeté les deux appels.

Sa dernière option réside dans la Cour spéciale d'appel, un jury composé de plusieurs juges qui siège dans la capitale administrative, Naypyitaw. Les avocats d'Aung San Suu Kyi ont déposé lundi leur appel devant la Haute cour, qui devra décider si elle transmet l'affaire à la Cour spéciale, a expliqué l'avocat Nyan Win.

L'opposante de 64 ans a passé 14 de ces 20 dernières années en prison ou en résidence surveillée. Son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, a été dissous la semaine dernière après avoir refusé de participer aux prochaines élections nationales.

---

### **Birmanie: pas d'observateurs étrangers**

*AFP - 12/05/2010*

La Birmanie peut se passer d'observateurs pour ses prochaines élections législatives, a affirmé aujourd'hui la presse officielle, en dépit des préoccupations internationales sur la légitimité du premier scrutin organisé depuis vingt ans dans ce pays gouverné par l'armée.

"Il n'est pas nécessaire que des groupes d'observateurs internationaux se rendent en Birmanie", a déclaré le président de la commission électorale, Thein Soe, lors d'un entretien avec un émissaire américain dans le pays, selon le quotidien New Light of Myanmar.

"Des dispositions ont été prises pour assurer la tenue d'élections libres et équitables", a-t-il assuré à l'émissaire Kurt Campbell, adjoint pour l'Asie de l'est et le Pacifique de la chef de la diplomatie américaine Hillary Clinton.

Thein Soe a également affirmé que les candidats seraient autorisés à nommer un représentant et un auxiliaire dans les bureaux de vote et que le décompte aurait lieu devant les électeurs.

Ces élections sont attendues fin octobre ou début novembre, mais nombre de pays, Etats-Unis en tête, ont fait part de leur scepticisme sur la transparence et la légitimité du processus contrôlé de bout en bout par les militaires au pouvoir.

La junte a promulgué des lois électorales qui excluent de facto l'opposante et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi et interdisent aux partis de conserver dans leurs rangs des prisonniers politiques.

M. Campbell, qui s'est entretenu à huis clos lundi avec l'opposante, a accablé de reproches le régime militaire à qui il a demandé des "mesures immédiates" de démocratisation.

"Ce que nous avons vu jusqu'à présent nous laisse penser que ces élections seront dépourvues de légitimité internationale", a-t-il déclaré peu avant son départ.

Le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a boycotté le scrutin afin de pas être obligé, conformément à ces lois, d'exclure sa fondatrice qui purge une peine de résidence surveillée. La LND a été en conséquence dissoute la semaine dernière.

Les précédentes élections avaient eu lieu en 1990 et avaient été largement remportées par la LND, mais les généraux au pouvoir depuis 1962 n'en avaient jamais honoré le résultat.

---

### **Obama prolonge les sanctions contre la Birmanie**

*Cyberpresse - 14 mai 2010*

Obama maintient les sanctions mises en place en 1997 par le président Clinton. Washington avait décidé d'entamer un dialogue avec la junte birmane mais les responsables américains font régulièrement état de leur déception.

Le président Barack Obama a prolongé d'un an les sanctions imposées par les Etats-Unis à la Birmanie, coupable selon lui de réprimer la démocratie, a annoncé la Maison Blanche vendredi.

Selon des documents officiels publiés par la Maison Blanche, M. Obama a décidé de proroger les mesures coercitives infligées en mai 1997 par le président Bill Clinton et renforcées ensuite à plusieurs reprises par George W. Bush.

«Parce que les actions et la politique du gouvernement birman continuent à représenter un danger extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis», les mesures prises en 1997 «doivent être prorogées», a indiqué M. Obama dans un message au Congrès.

Ces sanctions interdisent les investissements américains en Birmanie et les exportations vers la Birmanie de services financiers et frappent les importations de produits birmans aux Etats-Unis. Elles visent aussi des personnalités et des soutiens du régime ainsi que leurs entreprises.

Cette annonce intervient quatre jours après qu'un émissaire américain, Kurt Campbell, s'est entretenu lundi avec l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, complètement exclue des prochaines élections législatives, et a accablé de reproches le régime militaire à qui il a demandé des «mesures immédiates» de démocratisation.

Washington avait décidé en septembre 2009 d'entamer un dialogue avec la junte, constatant que les sanctions seules n'avaient guère de prise sur l'évolution d'un des régimes les plus fermés au monde. Mais les responsables américains font depuis régulièrement état de leur déception.

- 
- **L'opposante birmane Aung San Suu Kyi réclame une nouvelle fois sa libération**
  - **Un émissaire américain rencontre Aung San Suu Kyi et accable la junte**
  - **Les USA "déçus" par la junte**
  - **Le PM forme un parti politique**
- 

### **L'opposante birmane Aung San Suu Kyi réclame une nouvelle fois sa libération**

*nouvelobs.com - 11/5/10*

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a fait une nouvelle demande de remise en liberté, ont annoncé mardi ses avocats, qui ont fait appel de son assignation à résidence par la junte au pouvoir en Birmanie. La lauréate du Prix Nobel de la paix avait déjà déposé deux appels contre sa condamnation, en août 2009, à 18 mois d'assignation à résidence pour avoir violé les termes de sa précédente peine de résidence surveillée en accueillant un Américain chez elle. La Haute Cour avait rejeté les deux appels.

Sa dernière option réside dans la Cour spéciale d'appel, un jury composé de plusieurs juges qui siège dans la capitale administrative, Naypyitaw. Les avocats d'Aung San Suu Kyi ont déposé lundi leur appel devant la Haute cour, qui devra décider si elle transmet l'affaire à la Cour spéciale, a expliqué l'avocat Nyan Win.

L'opposante de 64 ans a passé 14 de ces 20 dernières années en prison ou en résidence surveillée. Son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, a été dissous la semaine dernière après avoir refusé de participer aux prochaines élections nationales.

---

## **Un émissaire américain rencontre Aung San Suu Kyi et accable la junte**

*AFP - 10/5/10*

émissaire américain s'est entretenu lundi avec l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, complètement exclue des prochaines élections législatives, et a accablé de reproches le régime militaire à qui il a demandé des "mesures immédiates" de démocratisation. Kurt Campbell, adjoint pour l'Asie de l'est et le Pacifique de la chef de la diplomatie américaine Hillary Clinton, et Mme Suu Kyi, figure de la résistance au régime birman depuis plus de vingt ans, se sont entretenus à huis-clos dans une résidence des invités du gouvernement.

Avant de quitter la Birmanie, le diplomate américain a violemment critiqué la junte. "Ce que nous avons vu jusqu'à présent nous laisse penser que ces élections seront dépourvues de légitimité internationale", a-t-il déclaré. "Nous demandons au régime de prendre des mesures immédiates pour ouvrir le processus" à l'opposition.

M. Campbell, censé rouvrir le dialogue avec la junte dans le cadre de la nouvelle politique du président Barack Obama, avait déjà rencontré la lauréate du prix Nobel de la paix en novembre 2009 à Rangoun. Mais depuis cette première visite, le régime du généralissime Than Shwe a promulgué des lois électorales qui excluent Mme Suu Kyi des élections, attendues fin octobre ou début novembre. Son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a boycotté le scrutin afin de pas être obligé, conformément à ces lois, d'exclure sa fondatrice qui purge une peine de résidence surveillée. La LND a été en conséquence dissoute la semaine dernière.

Un groupe d'ex-cadres de la LND a immédiatement décidé de créer une nouvelle formation politique, très vraisemblablement avec l'idée de présenter des candidats aux élections. "Bien que nous soyons profondément déçus par la réponse du gouvernement birman, je reste plein d'espoir grâce à ceux, en dehors de ce gouvernement, que j'ai rencontrés", a ajouté Kurt Campbell. "Je respecte la décision difficile des partis politiques (...) C'est le droit des peuples libres de prendre des décisions par eux-mêmes".

Washington avait décidé en septembre 2009 d'entamer ce dialogue avec la junte, constatant que les sanctions seules n'avaient guère de prise sur l'évolution d'un des régimes les plus fermés au monde. Mais les responsables américains font depuis régulièrement état de leur déception. "Ils savent que le processus sera affreusement lent", estime Aung Naing Oo, analyste birman en exil. "L'actuelle politique américaine risque de se retrouver dans l'impasse entre les demandes à Washington et l'intransigeance des Birmans".

Lundi, M. Campbell a aussi rencontré d'ex-cadres de la LND. "Nous trouvons l'approche américaine très molle par rapport à ce qu'est ce gouvernement militaire", a regretté Win Tin, un des cadres historiques de la Ligue. "Le gouvernement militaire fera ce qu'il voudra et nous avons demandé des actions politiquement et économiquement plus fortes" de la part des Etats-Unis, a-t-il ajouté. Le dernier scrutin législatif en Birmanie date de 1990. La LND l'avait très largement remporté mais le résultat n'a jamais été reconnu par les militaires. Pour Win Tin, le prochain est joué d'avance. "Il n'y aucun moyen d'obtenir les élections crédibles que le monde entier demande", a-t-il estimé, insistant pour que "le résultat des prochaines élections ne soit pas reconnu".

-----

## **Les USA "déçus" par la junte**

*AFP - 10/5/10*

Les Etats-Unis sont "profondément déçus" par "le gouvernement birman" concernant l'organisation des prochaines élections législatives et ont demandé des "mesures immédiates" de démocratisation, a indiqué aujourd'hui à Rangoun un émissaire américain.

"Ce que nous avons vu jusqu'à présent nous laisse penser que ces élections seront dépourvues de légitimité internationale", a déclaré Kurt Campbell, adjoint de la chef de la diplomatie américaine Hillary Clinton pour l'Asie de l'est et le Pacifique. "Nous demandons au régime (militaire birman) de prendre des mesures immédiates pour ouvrir le processus" à l'opposition, a ajouté l'émissaire dans un communiqué à la presse après une brève visite en Birmanie. "Bien que nous soyons profondément déçus par la réponse du gouvernement birman, je reste plein d'espoir grâce à ceux, en dehors de ce gouvernement, que j'ai rencontrés", a-t-il ajouté.

M. Campbell s'est entretenu aujourd'hui avec l'opposante Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée, ainsi qu'avec plusieurs cadres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), son parti qui a été dissous il y a quelques jours après avoir décidé de boycotter le scrutin. D'ex-membres de la LND ont immédiatement décidé de créer une nouvelle formation, vraisemblablement pour présenter des candidats au scrutin dont la date n'a pas été encore annoncée.

"Je respecte la décision difficile des partis politiques concernant cette élection", a ajouté Kurt Campbell. "C'est le droit des peuples libres de prendre des décisions par eux-mêmes".

-----

### **Le PM forme un parti politique**

*AFP - 30/4/10*

Le Premier ministre birman, qui vient de renoncer à ses fonctions militaires, a déposé une demande pour former un nouveau parti politique avant les premières élections législatives dans le pays depuis 20 ans, a-t-on appris de sources officielles. Thein Sein s'est enregistré hier avec 26 autres responsables devant la Commission électorale pour former le "Parti de la solidarité et du développement de l'Union", selon les quotidiens Myanmar Ahlin et New Light of Myanmar.

Des sources officielles ont par ailleurs confirmé que Thein Sein présiderait cette nouvelle formation, à laquelle se joindront des personnalités comme le ministre de l'Agriculture Htay Oo, et le ministre de l'Industrie Aung Thaung. Le général Thein Sein et 22 autres membres de la junte militaire au pouvoir avaient quitté lundi dernier leurs fonctions militaires, souhaitant apparemment donner une forme civile au gouvernement avant les élections. "Ils ne feront que changer d'uniforme. Leurs positions resteront les mêmes qu'avant", avait précisé un responsable birman.

Le New Light of Myanmar précisait aujourd'hui que 25 organisations avaient déposé un dossier d'enregistrement pour le scrutin. 12 ont été acceptées, les autres sont en voie d'examen. La communauté internationale a vivement critiqué des lois promulguées en mars en prévision des prochaines élections, qui excluent de facto l'opposante Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée à Rangoun. Ces lois interdisent en effet aux partis de conserver dans leurs rangs des prisonniers politiques. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Mme Suu Kyi a annoncé qu'elle boycotterait le scrutin, ce qui devrait entraîner sa dissolution. La date exacte des élections n'a pas été annoncée mais le scrutin est attendu en principe fin octobre ou début novembre.